

[Text]

the wallet or of the head. It has been said to me fairly recently that nobody invests in a fish business to make a lot of money, but more to provide an income for himself, his family and his friends and indeed the community.

If I may turn the question to you, who would want to come to this place if they were offered 18-hour days and only a run-of-the-mill salary, objections and abuse and criticism from people back home; if they would have to live here without their wife and family, and put their job on the line every four years over and over and over again? If you want to drag out the circumstances nobody would want your job either.

An hon. Member: A very understanding and comprehensible statement.

Mr. Miller: The point is that you are representing a certain group of fishermen who possibly are not in the position of other fishermen who are at the moment concerned about whether they are going to have any plant to sell their fish in, shore workers who are wondering whether they are going to be working this fall.

A large part of the industry is concerned about developing markets for this coming year's fishery. Are you not concerned that if there is no restructuring, a lot of Canadian product is not going to be able to be sold because markets are going to be taken up by other countries? Is there not an urgency for this bill, or something of this nature, some restructuring, to maintain markets that have been established over a good number of years?

Mr. Billard: It is the protection of those very markets that have been established by the small and medium-sized fish processors in the Province of Nova Scotia and in New Brunswick and in P.E.I., and to a great extent in the Province of Quebec. That is the concern for which we are here. It is the individual hard work of the small independent from Liverpool who has gone to Portugal and developed a market and continued on to Geneva and then down to Genoa and places like that. It is the individual market and the individual entrepreneur who buys the majority of the fish in the provinces from which we have come. We are not as concerned with where National Sea sell their fish because in fact they are trying to sell the fish that they catch on boats they own and which they catch in a far less efficient manner and produce a far lower quality fish from, than in fact the landings that we are able to bring ashore.

• 2135

The Chairman: Thank you, Mr. Miller. Mr. Baker.

Mr. Baker: Yes, Madam Chairman. I always enjoy these briefs given by The Eastern Fishermen's Federation. Most of them I disagree with, as witness our last brief from the federation. I could not really understand the logic behind some of the submissions, but I can understand some of the logic behind this particular submission.

[Translation]

pêche est souvent plus une affaire de coeur qu'une affaire de bourse ou de raison. On a dit dernièrement que personne n'investit dans les pêcheries pour faire un gros coup d'argent, mais plutôt pour s'assurer un gagne-pain pour lui-même, pour sa famille et ses amis sans oublier la collectivité en général.

Si je puis me permettre de vous retourner la question, qui viendrait s'installer ici si on lui offrait des journées de 18 heures, un salaire quelconque, des objections, des insultes et des critiques de ceux qu'il a laissés derrière; qui s'intallerait ici sans son épouse et sans sa famille pour voir remettre en question son emploi et son utilité tous les quatre ans, sans répit? Tant qu'à faire, si on veut donner tous les détails, personne ne voudrait de votre métier non plus.

Une voix: Voilà une déclaration qui dévoile un grand discernement et que l'on comprend fort bien.

M. Miller: Enfin, vous représentez un certain groupe de pêcheurs dont les circonstances ne ressemblent peut-être pas à celles d'autres pêcheurs, et qui, pour le moment, se demandent s'il existera encore une usine à laquelle ils pourraient vendre leur poisson, et les ouvriers de cette même usine qui se demandent s'ils vont travailler cet automne.

La majorité des intervenants se demandent où trouveront les marchés pour la pêche de l'année qui vient. N'êtes-vous pas inquiet de vous rendre compte que s'il n'y a pas de restructuration, une bonne part de la production canadienne ne se vendra pas parce que ces marchés traditionnels sont envahis par d'autres pays? N'y a-t-il pas une certaine urgence pour ce qui est de ce projet de loi, ou d'un projet quelconque de cette nature, une certaine restructuration afin de garder ces marchés où nous sommes fournisseurs depuis bon nombre d'années?

M. Billard: C'est la protection de ces marchés qui ont été justement établis par les petites et moyennes entreprises de transformation de poisson dans les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, et, en grande mesure, de Québec. Voilà le problème qui nous occupe ici. C'est grâce au dur labeur du petit indépendant de Liverpool qui est allé au Portugal pour ouvrir un marché, qui est ensuite allé à Genève et à Gênes et ailleurs. C'est cette commercialisation individuelle et le petit entrepreneur individuel qui achète le gros du poisson dans ces provinces d'où nous venons. Nous ne nous préoccupons pas tellement de savoir où la compagnie *National Sea* vendra son poisson parce qu'elle essaie de vendre le poisson qu'elle attrape avec ses propres navires, qui lui appartiennent, et de façon beaucoup moins efficace tout en obtenant un poisson de qualité fort inférieure, à vrai dire, comparé à ce que nous pêchons nous-mêmes.

Le président: Merci, monsieur Miller. Monsieur Baker.

M. Baker: Oui, madame le président. C'est toujours un plaisir pour moi d'entendre les mémoires de l'*Eastern Fishermen's Federation*. D'habitude je ne suis pas d'accord avec la position présentée, comme c'était le cas pour le dernier mémoire. Je ne comprenais pas la logique de certaines de leurs déclarations, bien que ce ne soit pas du tout le cas pour celle-ci.